

3. FRANCE : LES FINANCES DU CONSOMMATEUR EN 2010



Alexandre Mirlicourtois
Directeur des études, Xerfi

Derrière l'inflation, la déflation rôde

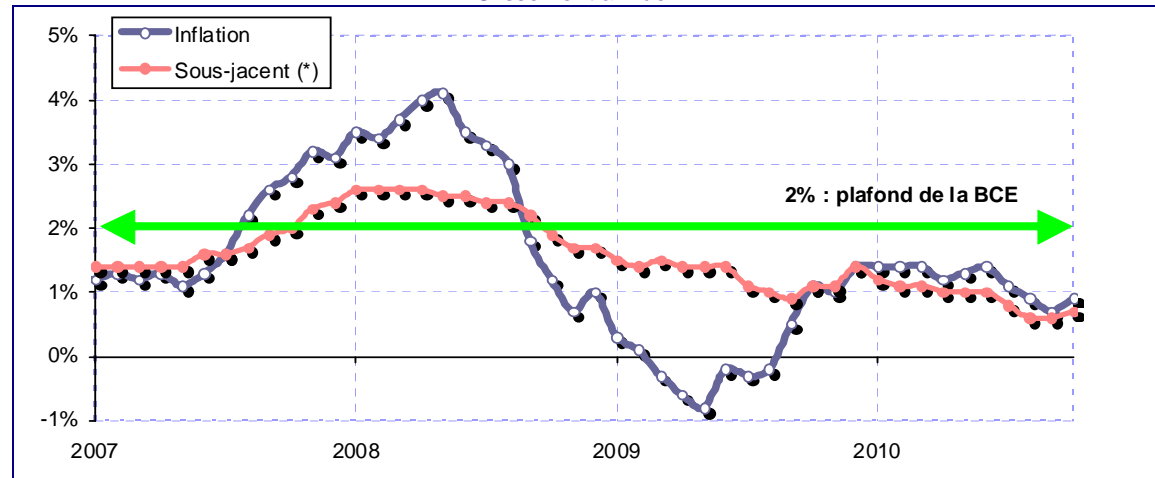
Faut-il craindre le retour de l'inflation ? A en croire les derniers chiffres, la hausse des prix ne serait plus une chimère mais une réalité bien visible. Après être passée en territoire négatif de mai à octobre, l'inflation est de nouveau sur une pente croissante. Elle va prochainement passer la barre de 1% avant de s'attaquer à des sommets plus élevés. Mais il ne faut pas se tromper de diagnostic. Si les prix augmentent c'est uniquement sous les à-coups du prix du pétrole et de l'alimentaire frais.

En dehors de ces deux principales composantes, qui font mal au portefeuille car concernant des produits courants dont la fréquence d'achat est élevée, c'est le calme plat. Surtout, aucune boucle prix-salaire ne se met en place, signe que le cœur même de l'inflation n'est pas réanimé. Bien au contraire. Le chômage file à toute allure et les revalorisations salariales sont reportées *sine die*. Les surcapacités de production sont légion et il faut vendre à tout prix, à n'importe quel prix. Les forces déflationnistes n'ont en fait jamais été aussi vives et ce n'est pas l'inflation qui menace mais bien plus la déflation. C'est un cercle vicieux où pour obtenir des prix toujours plus bas il faut imposer des salaires toujours plus bas. C'est une course sans vainqueur dont les victimes principales sont les salariés, la consommation et finalement la croissance. □

VIDEO [Derrière l'inflation, l'inflation rôde](#)

On a tort d'avoir peur de l'inflation

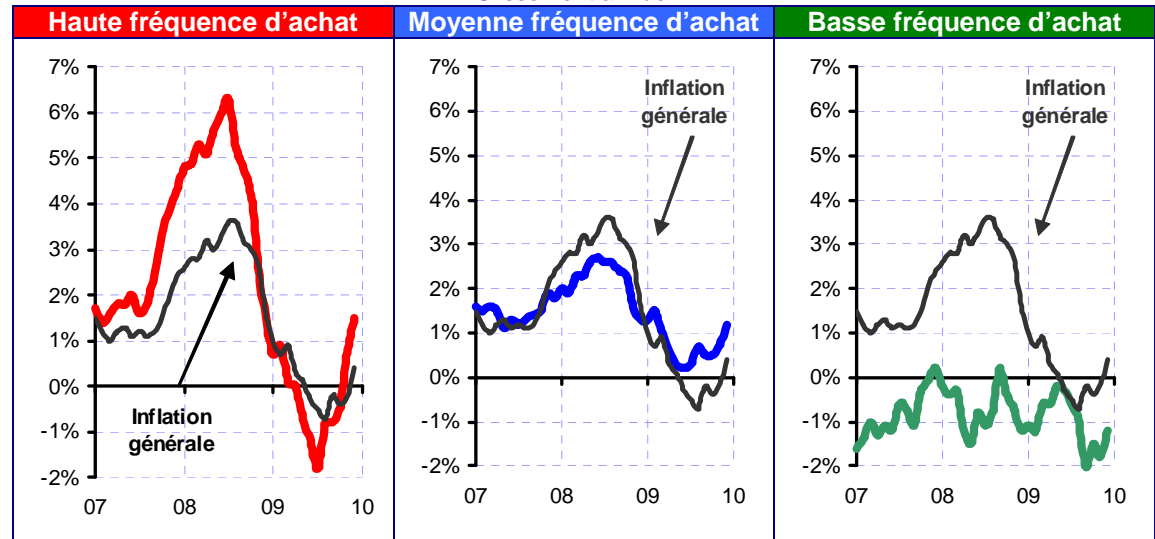
Glissement annuel



(*) Inflation hors prix volatils et administrés (énergie, produits frais, tabac, etc.) / Sources : Xerfi (données INSEE via EcoWin)

Trois types d'inflation pour trois types de produits différents

Glissement annuel



Sources : méthodologie Xerfi d'après Istat (données INSEE via Reuters EcoWin), dernières données décembre 2009

Inflation réelle, inflation perçue : le divorce

3. LES FINANCES DU CONSOMMATEUR EN 2010

La dynamique des revenus participe au même titre que celle des prix à la formation du pouvoir d'achat. Pourtant c'est bien autour des seconds que se cristallisent l'essentiel des préoccupations en France (*a contrario* de ce qui se passe au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Cette **hypersensibilité aux prix** rend les Français particulièrement soucieux et méfiants quant à l'évolution de l'inflation telle qu'elle est retracée dans les chiffres officiels, notamment depuis 2002, et **l'arrivée des pièces et billets en euros**. Si le décalage entre inflation perçue et réelle n'avait rien de spécifique aux ménages français, l'écart perdure alors qu'il a généralement disparu ou s'est fortement atténué dans les autres pays de la Zone euro.

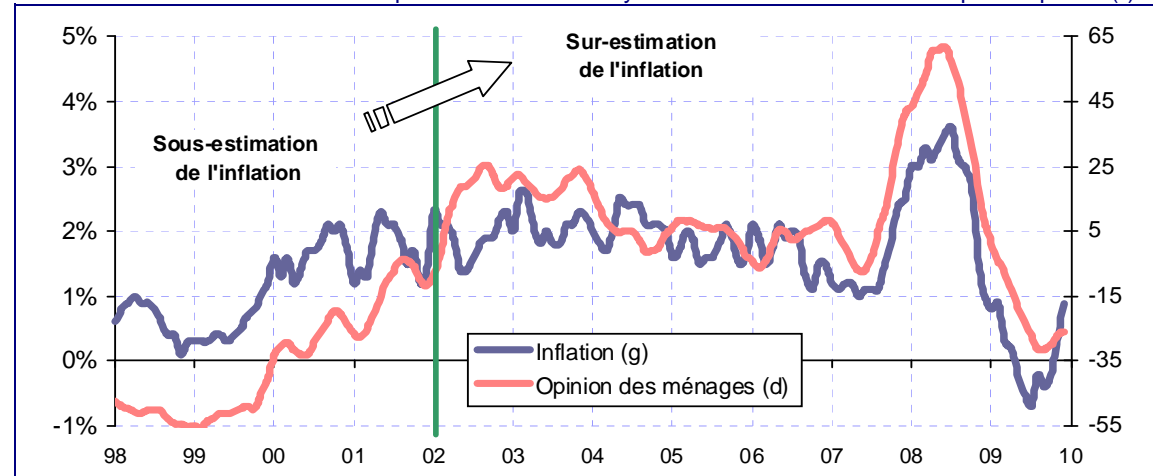
Le biais persistant entre l'inflation mesurée et celle ressentie s'explique par la **concentration des hausses les plus spectaculaires** sur les produits et services les plus emblématiques (notamment tous ceux liés au logement), c'est-à-dire ceux dont la **fréquence d'achat est élevée**. La flambée des prix de l'essence et des produits alimentaires en 2008 a renforcé ce sentiment d'une inflation officielle très éloignée de la réalité du terrain.

A l'opposé, **les baisses les plus nettes concernent les biens dont les achats sont moins courants** et qui intègrent le plus souvent un fort contenu technologique (pour lesquels la prise en compte de l'effet qualité¹ est en outre contestable). Moins inscrites dans le quotidien des Français, les baisses de prix sont donc moins perceptibles que les hausses.

(1) l'indice des prix à la consommation (IPC) mesure l'évolution des prix à qualité constante. Une amélioration de la qualité d'un produit dont le tarif n'a pas bougé se traduit par une baisse de prix dans le calcul de l'IPC.

Les Français surestiment l'inflation depuis le passage à l'euro

Glissement annuel de l'indice des prix à la conso. et moyenne mobile centrée d'ordre 3 pour l'opinion (*)



(*) Opinion sur l'évolution des prix passés / Sources : calculs Xerfi (données INSEE via Reuters EcoWin), dernières données 12 2009

Le top 10 des hausses et des baisses depuis le passage à l'euro

Evolution des prix entre 2002 et 2009, en %

Fioul domestique (logement)	+58	Petit appareil électroménager	-7
Eau chaude, vapeur et glace (logement)	+57	Produits pharmaceutiques	-10
Tabac	+55	Appareils de cuisson	-13
Enlèvement des ordures ménagères (logt)	+44	Appareils de lavage	-20
Rép.et entretien automobile	+41	Supports d'enregistrement de l'image et du son	-22
Bijouterie-joaillerie	+40	Equipements audiovisuels	-24
Loyers des résidences de vacances (log.)	+37	Microordinateurs	-60
Gaz liquéfiés (logement)	+36	Téléphone et télécopie	-66
Gaz de ville (logement)	+35	Equipements photo et cinéma, optique	-67
Etablissements. pour adultes handicapés	+32	Jeux et jouets	-69

Sources : calculs Xerfi (données INSEE via Reuters EcoWin)

Alerte sur le pouvoir d'achat des salariés en 2010

3. LES FINANCES DU CONSOMMATEUR EN 2010

Fin 2009, la spectaculaire hausse du pouvoir d'achat du salaire mensuel brut¹ ne doit pas être mal interprétée. Du point de vue de l'économiste, il s'agit d'une bonne nouvelle : que le mouvement haussier s'explique par plus de salaires ou par des baisses de prix (ce qui est le cas), le résultat sur le revenu réel *in fine* est le même. Du côté des particuliers, l'interprétation est beaucoup plus nuancée. **En étant exclusivement liés à la déflation** (l'évolution des prix est passée en territoire négatif de mai à octobre), **les gains de pouvoirs d'achat sont quasiment passés inaperçus** et n'ont pas modifié la perception des ménages sur l'évolution de leur revenu réel.

De surcroît, le contexte de **modération salariale qui a suivi la mise en place des 35 heures** (avec en outre à partir de 2002, le sentiment que les prix s'emballaient) ont enraciné le sentiment d'une faible augmentation structurelle des revenus en France.

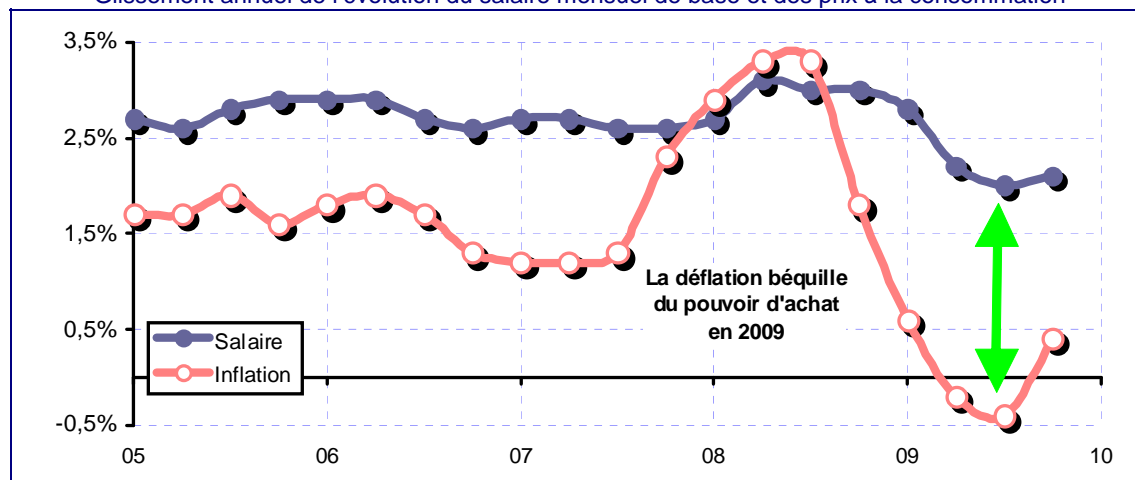
Ces deux facteurs expliquent pourquoi **les ménages sous-estiment systématiquement l'évolution de leur pouvoir d'achat**.

Faiblesse des revalorisations salariales, nouvelles pressions des prix (sur des postes très sensibles comme le carburant) : l'année 2010 s'annonce difficile pour les ménages avec, à la clé, une anticipation de la baisse du pouvoir d'achat et un sentiment de paupérisation croissant.

(1) Le salaire mensuel de base (SMB) ne comprend ni les primes (sauf, le cas échéant, la prime liée à la réduction du temps de travail), ni les heures supplémentaires. Il s'agit d'un salaire brut, avant déduction des cotisations sociales et avant versement des prestations sociales. Il correspond généralement au montant inscrit sur la première ligne de la fiche de paie du salarié (définition, Dares)

La déflation a contrebalancé la faiblesse des salaires en 2009...

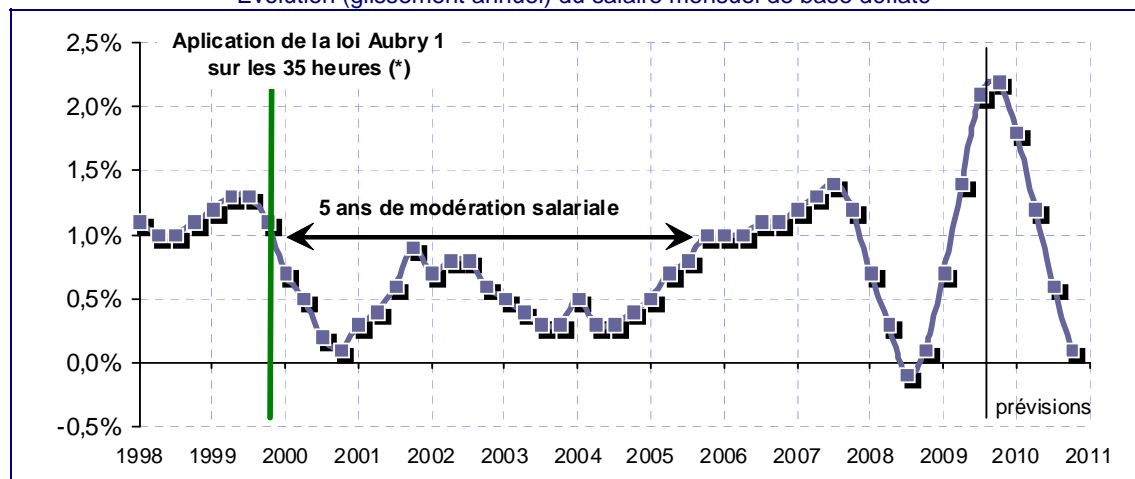
Glissement annuel de l'évolution du salaire mensuel de base et des prix à la consommation



Sources : calculs et estimation Xerfi (données INSEE via Reuters EcoWin), dernières données T4 2009

... mais le mouvement s'inversera en 2010

Evolution (glissement annuel) du salaire mensuel de base déflaté



(*) réd. du temps de travail de 39 à 35 heures pour les entreprises de plus de 20 salariés le 01/01/2000, le 01/01/2002 pour les autres

Sources : calculs et prévisions Xerfi (données INSEE via Reuters EcoWin)

La crainte du chômage alimente l'épargne de précaution

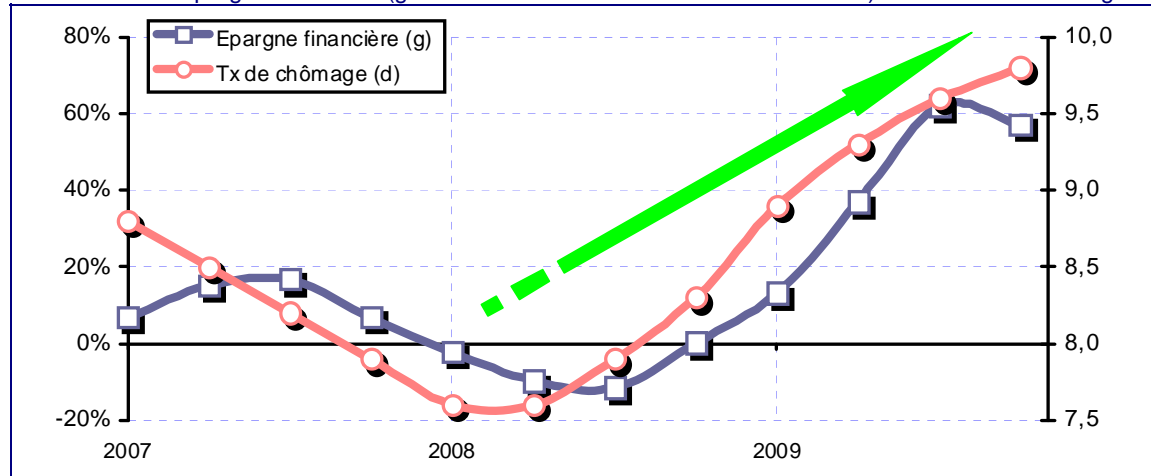
3. LES FINANCES DU CONSOMMATEUR EN 2010

La dégradation rapide du marché du travail est fortement anxiogène. Le nombre de sans-emploi a explosé en 2009 : +18,5% sur l'ensemble de l'année. Avec 62% des Français (selon un sondage réalisé par BVA début janvier 2010) se déclarant moins confiants en l'avenir économique du pays, **le moral reste en berne.** Surtout, la France se place, avec les Etats d'Europe du Sud, dans le groupe de pays où la confiance est la plus ébranlée alors même que 2009 a été moins éprouvante pour l'économie française que pour la quasi-totalité des pays européens. Au gré des sondages, c'est toujours le même sentiment d'inquiétude qui prévaut : 77% des Français selon l'Ifop (étude effectuée fin janvier 2010) ne pensent pas que « le chômage va durablement baisser, dans les prochaines semaines, les prochains mois ».

Cela confirme un peu plus que les ménages campent sur leur position défensive et **les économies réalisées au quotidien alimentent une épargne de précaution**, une réserve en cas de coup dur. Cette première précaution se double d'une autre. Ce sont **les produits financiers les plus sûrs qui ont le plus la cote** (les dégâts liés à la crise financière sont passés par là) comme le montre la **montée régulière de la collecte et des encours de l'assurance vie** mais aussi **le bilan positif du livret A**. Malgré une seconde partie d'année assez difficile en raison du décrochage de la rémunération (passée de 4% en janvier à 1,25% en août) la collecte sur le livre A a atteint 16,6 milliards d'euros en 2009. Il s'agit du deuxième plus haut niveau de collecte historique, le précédent record ayant été atteint en 2008 (18,7 milliards d'euros).

Le chômage augmente... les Français se protègent et épargnent

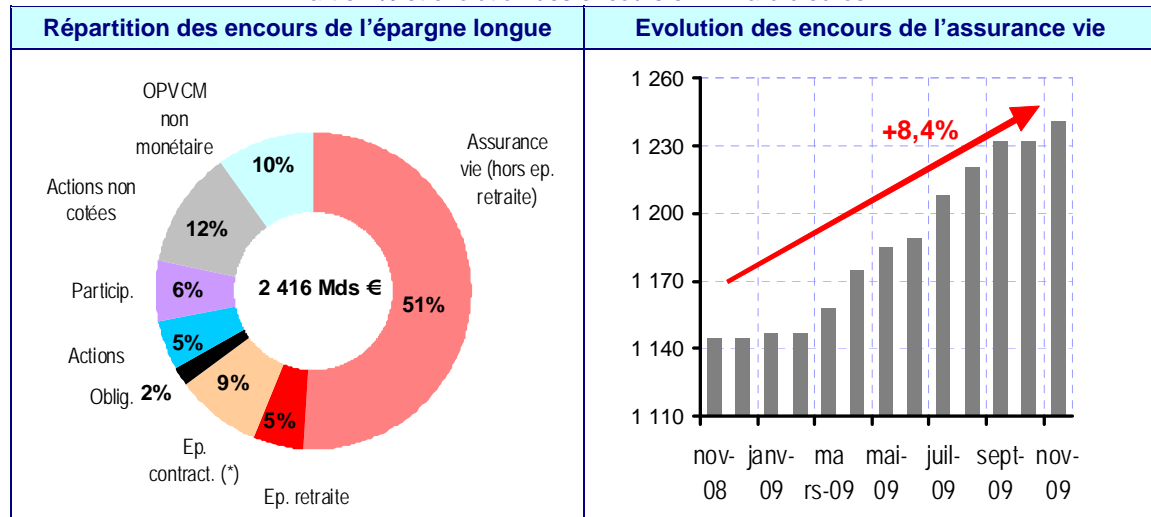
Evolution de l'épargne financière (glissement annuel sur données trimestrielles) et du taux de chômage



Sources : calculs et estimations (quatrième trimestre) Xerfi (données INSEE via Reuters EcoWin), dernières données T4 2009

L'assurance vie, placement sûr, est plébiscitée par les ménages

Part en % et évolution des encours en milliard d'euros



Sources : FFSA, données 2009

Les Français se serrent la ceinture en 2010

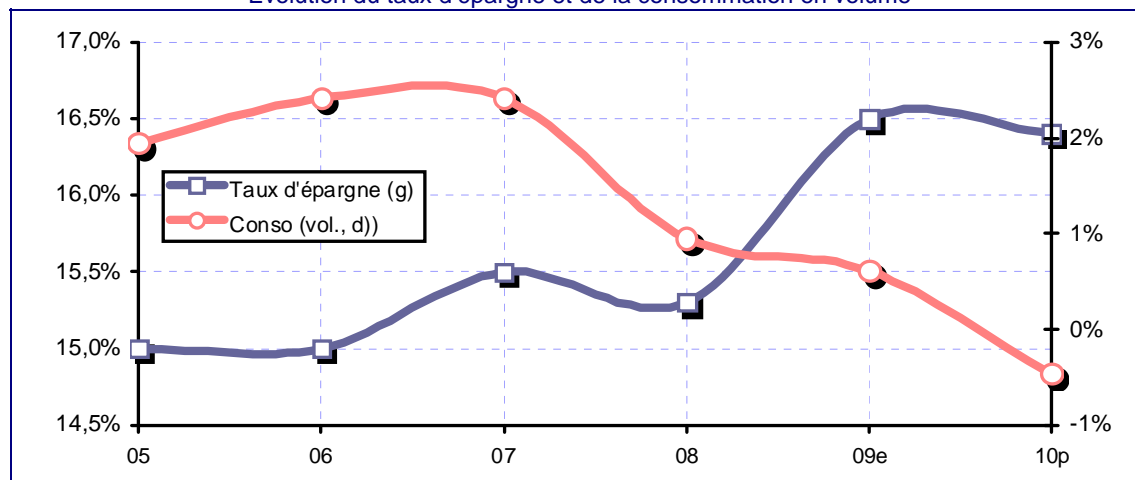
L'humeur dépensière des Français sera mise à rude épreuve cette année. Coincés entre des revalorisations salariales familiales et des prix en hausse sur les postes les plus courants (carburant et alimentaire), **le pouvoir d'achat va reculer** (-0,2% selon nos estimations). Réel, ce mouvement sera amplifié par les ménages alimentant le **sentiment d'une paupérisation généralisée** qui ne cesse de s'accroître depuis de nombreuses années (le passage à l'euro le 1^{er} janvier 2002, étant une date symbolique). Facteurs objectifs, renforcés par des facteurs subjectifs, **le cocktail sera particulièrement nocif pour la consommation** qui baisserait en volume de 0,5%. Un ajustement que seul le recul du pouvoir d'achat ne peut expliquer à lui seul : **une part croissante des revenus sera en fait affectée à l'épargne**.

Le pouvoir d'achat est le résultat d'une double confrontation entre d'une part, l'évolution du revenu et de l'autre, celle des prix. Son évolution impacte directement le niveau de consommation et donc la croissance potentielle de l'économie française. Mais, **la manière dont le revenu est composé influence également directement les comportements d'achat**. Ainsi, un particulier n'aura pas la même attitude si l'essentiel de son revenu provient de son salaire ou des allocations chômage ou d'autres revenus de transfert. De même qu'un retraité (dont l'évolution de la pension lui échappe totalement), à niveau de revenu comparable à celui d'un salarié, a une propension à consommer différente (qui dépasse l'analyse en termes de cycle de vie). Or **la part des salaires dans la formation des revenus tend structurellement à reculer** depuis 2000, tendance qui se renforce avec la crise.

3. LES FINANCES DU CONSOMMATEUR EN 2010

L'effort d'épargne bride l'évolution de la consommation

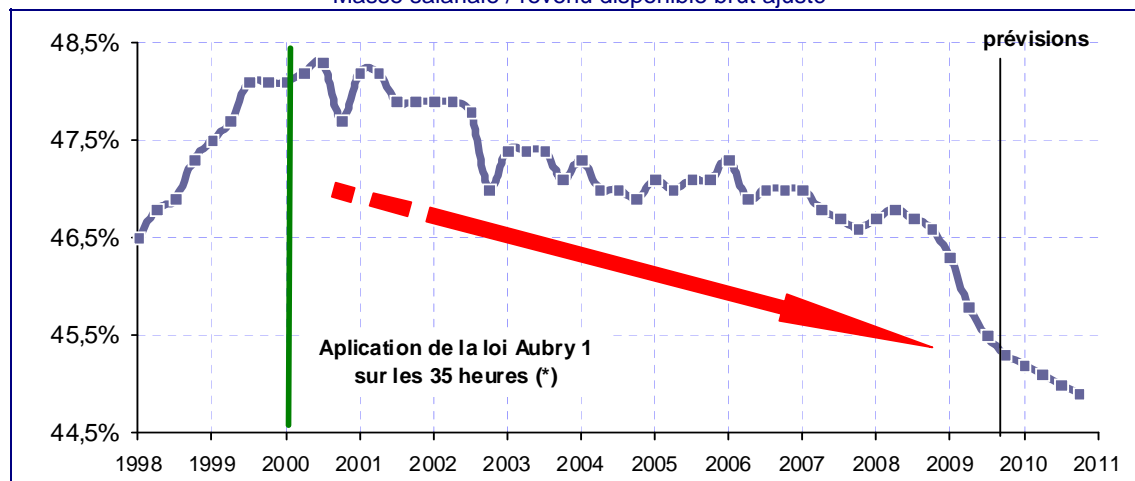
Evolution du taux d'épargne et de la consommation en volume



Sources : calculs, estimation et prévision Xerfi (données INSEE via Reuters EcoWin), dernières données T4 2009

Les salaires participent moins à la formation des revenus des Français

Masse salariale / revenu disponible brut ajusté



(*) réd. du temps de travail de 39 à 35 heures pour les entreprises de plus de 20 salariés le 01/01/2000, le 01/01/2002 pour les autres
Sources : calculs et prévisions Xerfi (données INSEE via Reuters EcoWin), dernières données T3 2009

SOMMAIRE de Xerfi-PREVISIS n° 152, février 2010

LE POINT DE VUE de Laurent Faibis	3	3. FRANCE : LES FINANCES	17
Quand l'Europe se désintègre, l'extrême-Asie s'intègre.		DU CONSOMMATEUR EN 2010	
LES VIDEOS DU MOIS	4	Derrière l'inflation, la déflation rôde	17
Après Copenhague, quelles stratégies économiques face au risque climatique ?	4	par Alexandre Mirlicourtois	
par Christian de Perthuis		Inflation réelle, inflation perçue : le divorce	18
Où va l'industrie des hedge funds ?	4	Alerte sur le pouvoir d'achat des salariés en 2010	19
par Michel Aglietta		La crainte du chômage alimente l'épargne de précaution	20
Crises et sorties de crise du système de santé	5	Les Français se serrent la ceinture en 2010	21
par Jean de Kervasdoué		4. SIGNAUX SECTORIELS	22
<hr/>		OPA : l'urgence de se placer sur des marchés en croissance rapide	22
1. DOSSIER SPECIAL : QUELS MODELES DE CROISSANCE POUR LES PAYS AVANCES APRES LA CRISE ?	6	Fonds souverains, le retour	22
Pays avancés : la fin des top-modèles?	6	Globalisation : le consommateur chinois prend du poids	23
par Alexander Law		5. STRATEGIES SECTORIELLES	24
La voie allemande : <i>Industrie Straße</i>	7	Médias en ligne : la fin de l'idéologie du gratuit	24
L'Italie se déniche un avenir industriel	8	par David Targy	
Corée du Sud : merci la Chine	9	Le green business : nouvelle martingale pour les cabinets de conseil ?	26
Japon : nouveau satellite de la Chine ?	10	par Ludovic Melot	
Etats-Unis : consommer à tout prix	11	6. IDEES ET STRATEGIES	28
Royaume-Uni : la City ou l'industrie ?	12	Low cost, gratuité : la création destructrice de valeur ?	28
La France d'après n'est pas visible	13	par David Targy	
<hr/>			
2. GLOBAL MARKETS	14		
Automobile mondiale :	14		
un monde à deux vitesses			

**ACCEDER
A L'INTEGRALITE DE**

xerfi | Previsis
La revue de l'économie et des secteurs

n°152 – FERVRIER 2010